



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue du Général de Gaulle
43000 Le Puy en Velay

Le Puy en Velay, le 23/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DUMOND ETS

14 zone d'activité de rullière
43620 Saint-Romain-Lachalm

Références : UID4243-DSSP-024-0435

Code AIOT : 0005600258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de la réunion réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement DUMOND ETS implanté ZA de Rullière 43620 Saint-Romain-Lachalm. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à un dossier de porter à connaissance déposé en mai 2024 par les Ets DUMOND dans l'optique d'augmenter leur stockage de déchets plastiques (passage de 500 m3 à 785m3). L'examen du dossier après consultation des services de l'Etat fait apparaître la nécessité d'assurer :

- les besoins en eau d'extinction du site, la ressource étant pour le moment insuffisante;
- la collecte de ces eaux d'extinction afin d'éviter tout risque de pollution de l'environnement.

Une réunion a ainsi été planifiée afin de trouver une solution technique avec tous les acteurs concernés (exploitant, collectivité locale, DDT43, pompiers et sous préfecture d'Yssingeaux).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUMOND ETS
- ZA de Rullière 43620 Saint-Romain-Lachalm
- Code AIOT : 0005600258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Ets DUMOND opèrent dans le recyclage de matières plastiques. Des opérations de broyage puis un traitement par extrudeuse sont ainsi réalisés pour régénérer les polymères, essentiellement du polyéthylène, sous forme de granules. Les granules sont ensuite réutilisées par des entreprises locales pour fabriquer des films plastiques.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Besoin et rétention des eaux d'extinction en cas de sinistre	Autre du 20/09/2024	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'augmentation du volume de stockage de déchets plastiques sur le site peut être jugée comme une modification notable mais pas substantielle (en dessous du seuil de la rubrique 2714, régime de l'enregistrement). Elle peut ainsi être encadrée par un arrêté préfectoral complémentaire.

A cet effet, l'exploitant, en relation avec la communauté de communes, devra transmettre des compléments à son porter à connaissance pour démontrer sa conformité aux prescriptions ICPE (solutions techniques et planning de travaux). Ceux-ci feront l'objet d'une analyse par la DDT43 pour les aspects Loi sur l'eau du projet et par le SDIS43 pour la DECI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Besoin et rétention des eaux d'extinction en cas de sinistre

Référence réglementaire : Autre du 20/09/2024
Thème(s) : Situation administrative, PAC 2024
Prescription contrôlée : Dans le cadre de leur dossier de porter à connaissance déposé en mai 2024 pour augmenter leur stockage sur parc, les établissements DUMOND ont estimé à : <ul style="list-style-type: none">• 1560 m3 leur besoin en eau d'incendie• 1650 m3 leur besoin de rétention d'eau d'extinction. Le site dans sa configuration actuelle ne dispose pas d'une telle capacité de rétention, ni d'une réserve suffisante en eaux d'extinction (réserve de 1000 m3 et poteau incendie de 60 m3/h, desservi par une réserve de 160 m3 ne permettant pas de délivrer le débit pendant 4h). La réunion du 20/09/2024 avait ainsi pour objectif d'étudier avec tous les acteurs concernés (Etat, collectivité locale, exploitant) les solutions qui peuvent être envisagées pour satisfaire ces besoins, tout en mutualisant éventuellement les ouvrages (réserve incendie, bassin d'orage et rétention). La réserve incendie protégeant actuellement le site est en effet sur un terrain propriété de la communauté de communes.

Constats :

Lors de la réunion, les différents services de l'État ont rappelé leurs exigences quant à la mise en conformité du site :

- DREAL :
 - il est nécessaire que le site dispose d'une réserve d'eau suffisante en cas d'incendie. Son volume, calculé par l'exploitant, est actuellement estimé à 390 m³/h pendant une durée d'intervention de 4h, soit 1560 m³.
 - Il est nécessaire que les eaux d'extinction d'un potentiel incendie du site ETS DUMOND soient confinées, ce qui représente un volume de 1650 m³. Ce confinement peut être réalisé sur site ou hors site compte tenu des enjeux de disponibilité du foncier. L'efficacité du confinement de ces eaux devra dans tous les cas être garantie : vanne d'obstruction automatique (en cas de coupure de courant dans la zone ou en cas de déclenchement d'une alarme incendie) ou vanne de fermeture manuelle du bassin associée à une procédure robuste. Les modalités d'étanchéification du bassin de rétention des eaux d'extinction devront être étudiées en fonction des substances polluantes susceptibles d'être émises.
 - Il est souhaitable que les Ets DUMOND aient recours le plus possible à des pièges à granules. Cette exigence est par ailleurs rendue obligatoire par l'article D541-361 du code de l'environnement.
 - DDT :
 - L'industriel est tenu de retenir ses eaux d'extinction et de gérer ses eaux pluviales (site postérieur à la Loi sur l'eau). Il est proposé que la réserve d'eau incendie actuelle appartenant à la collectivité, en contrebas du site des Ets DUMOND, retienne les eaux d'extinction, mais aussi les eaux pluviales du site (après une vente).
Le bassin d'eau incendie actuel de la ZA pourrait être rétrocédé à la société DUMOND et retiendrait ainsi les eaux d'extinction et pluviales du site. Un acte statuant sur la propriété de ce bassin aux Ets Dumond est nécessaire car la responsabilité de sa gestion et les potentiels impacts sur l'environnement leur en revient.
D'autre part, ce bassin devra être étanche et muni d'une vanne à fermeture automatique en cas de déclenchement incendie et respecter un débit de fuite de 3 l/s/ha au milieu naturel si ce bassin gère aussi les eaux pluviales.
 - Concernant l'obligation de l'ICPE d'avoir les volumes d'eau nécessaires à l'extinction d'un incendie, un bassin d'eau incendie mutualisé pourrait être créé sur la ZA en projet pour l'ICPE et potentiellement pour les industriels existants et à venir.
 - Dans tous les cas, une déconnexion de la réserve incendie existante du cours d'eau doit être effectuée. Ce projet serait toutefois soumis à déclaration IOTA (inférieur à 100 m).
- NB : concernant l'extension de la ZA, la collectivité devra déposer un dossier Loi sur l'eau auprès de la DDT afin de valider la gestion des eaux pluviales sur ces 4 ha (un bassin tampon respectant les exigences du SDAGE (rejet tamponné à 3L/s/ha) sera exigé.
- SDIS43 :
 - Si le SDIS est capable d'aller chercher de l'eau à plusieurs km d'un sinistre, il convient d'avoir une réserve incendie à moins de 400 m du site pour garantir une cinétique d'intervention optimale.

- Les 1560 m³ de besoin en eau d'extinction étant calculés sur une durée d'intervention de 4h, ils ne sont pas nécessaires dès la première heure d'intervention. Un volume inférieur peut être accepté dans la mesure où une réutilisation des eaux d'extinction serait possible.
- En cas de volonté de réutilisation des eaux d'extinction, il conviendra de ne pas diminuer le volume de la réserve incendie actuellement disponible (1000 m³ + 160 m³).
- La réserve devra en outre être aménagée de sorte que plusieurs engins puissent y pomper de l'eau et se retourner. Une prise d'eau associée à un dispositif de filtration devra permettre de mettre à disposition des pompiers des eaux non chargées. Les hauteurs de pompage devront respecter les contraintes des engins (6 m max).
- Toute proposition de réutilisation sera soumise à validation du SDIS. pour évaluer sa pertinence par rapport aux matériels d'intervention (hauteur de pompage dans les réserves) et au règlement RDDECI de 2017 (arrêté SDIS n° 2017-640 du 10/04/2017).

Plusieurs options ont été évoquées par l'exploitant et la collectivité pour répondre à ces attentes :

- Création d'une réserve incendie d'au moins 1600 m³ sur une autre parcelle (la réserve actuelle à côté des Ets DUMOND pouvant être boueuse et peu opérationnelle en cas de stationnement de plusieurs engins d'intervention coté service de secours).
- Création d'un bassin d'eau pluviale (volume estimé pour la zone incluant les ETS DUMOND à 3000 m³) sur l'extension envisagée de la zone.
- Réaménagement de la réserve incendie, avec déconnexion du cours d'eau et mise en place d'aménagements conformes aux exigences du SDIS.

Lors des échanges, il a été notamment relevé que seule l'obligation de collecter les eaux pluviales de la ZA relève du champ de compétence de la collectivité locale. Aucune obligation n'incombe à celle-ci par rapport à la collecte des eaux d'extinction des Ets DUMOND au titre des installations classées.

Il est toutefois nécessaire que les Ets DUMOND, qui ne semblent pas disposer à ce stade du foncier nécessaire pour répondre aux exigences ICPE rappelée ci-dessus, travaillent sur ces problématiques en collaboration avec la collectivité, notamment dans le cadre du projet d'extension de la zone.

Les ouvrages à créer pourraient en outre être utilisés pour d'autres sites ICPE ou non qui désireraient s'installer dans la zone (le cahier des charges ayant servi au dimensionnement des ouvrages pourrait leur être transmis afin que ces entreprises dimensionnent leur stockage de matières combustibles en conséquence).

Les dispositifs d'accompagnement financier de l'État concernant les aménagements de la future réserve incendie pourront être étudiés avec les services de la Préfecture de la Haute-Loire et de la sous-préfecture d'Yssingaux.

Le cabinet d'ingénieries F. Beaulaigue a indiqué qu'il transmettrait un projet d'aménagement à la communauté de communes dès la fin de l'année. Celui-ci est cependant contraint par la refonte du PLU propre à la zone qui fait l'objet d'un examen avec l'autorité environnementale (protection des zones humides). La communauté de communes a indiqué qu'elle comptait en cas d'accord entamer les travaux en 2025.

M. DUMOND indique qu'il réfléchit également à mettre un dispositif de sprinklage dans son

bâtiment de production. Il souhaite en effet éteindre un départ de feu le plus en amont possible, notamment avant la propagation de l'incendie au stockage externe. Toutefois, le manque de moyen foncier limite l'implantation de la cuve desservant le système de sprinklage et nécessiterait le recours à des dispositifs mobiles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les Ets DUMOND communiqueront à l'administration sous 6 mois la solution technique retenue en accord avec la collectivité locale quant à la protection incendie de leur site et à la collecte des eaux d'extinction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois